L'ONU envisage de prendre des sanctions contre le gouvernement du Brésil pour la persécution politique contre Lula

Brasilia, 6 décembre (RHC)- Le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies évalue à Genève la décision de l'ex-juge Sergio Moro d'accepter d'être le ministre de la justice du futur gouvernement du Brésil, ce qui met en évidence sa partialité politique lorsqu'il a condamné à prison l'ex-président Luiz Inacio Da Silva, Lula, pour de présumés délits de corruption.

Dans le blog de la Citoyenneté, le journaliste Eduardo Guimaraes a signalé que le gouvernement de ce pays sud-américain fera l'objet de sanctions de la part de l'ONU à la fin du premier semestre de 2019 pour la persécution politique contre un ex-président de la République qui était alors leader de l'opposition afin d'influer sur le processus électoral de 2018.

Eduardo Guimaraes rappelle que l'impartialité de Sergio Moro a été mise en cause par la défense de l'ex-gouvernant et il a rappelé que Lula a toujours dénoncé le fait qu'il est victime d'une chasse aux sorcières

judiciaire de la part d'un agent qui a utilisé de façon indue des dossiers juridiques pour le poursuivre politiquement et annuler ses libertés et ses droits.

Début novembre, Sergio Moro a trahit ses propres arguments d'il y a deux ans lorsqu'il a dit qu'il était bien éloigné de la politique en disant oui à la proposition de Bolsonaro pour qu'il s'occupe du porte-feuille de la justice à partir du 1er janvier.

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/178300-lonu-envisage-de-prendre-des-sanctions-contre-le-gouvernement-du-bresil-pour-la-persecution-politique-contre-lula

Radio Habana Cuba